l'honorable député semble ressentir l'action de l'ex-licutenant gouverneur de la province de Québec. L'honorable député a plus d'une bonne raison d'être très sensiblement affecté par mon honorable collègue, qui siège présentement au Sénat. Mais, à ma surprise, l'honorable député accuse l'honorable M. Angers d'avoir craint de soumettre au peuple du Canada la question de la manière dont il a traité une administration qui discréditait la province de Québec; et que, d'après l'honorable député, c'est la raison qui l'a empêché de se montrer dans le comté de L'Islet.

La question de la conduite du lieutenant-gouverneur a été soumise d'une façon constitutionnelle à la population de la province de Québec, qui a répondu en congédiant le cabinet Mercier par la plus forte majorité qui ait jamais été obtenue dans cette province, depuis la Confédération. L'honorable M. Angers pouvait bien se dispenser de se présenter devant les électeurs du district de Québec, après le verdict prononcé par le peuple de ce district et par la population entière de la province. Nous savons que dans les grands centres comme Montréal tous les députés élus étaient des adversaires du gouvernement Mercier et des partisans de l'ancien lieutenant-gouverneur; et M. Angers n'avait nul besoin de se présenter devant les habitants de L'Islet ou devant la population de la province de Québec, quand sa conduite avait été approuvée comme elle l'a été dans les élections générales.

M. BRODEUR: M. l'Orateur, je suis surpris d'entendre l'honorable ministre des Postes faire l'indigné à propos du gouvernement qui a été la victime de l'ancien lieutenant-gouverneur de la province de Québec. Nous savons bien que si lui, le Maître général des Postes, avait eu à surmonter la moitié des difficultés que l'on a suscitées à l'honorable M. Mercier, il y a longtemps qu'il ne serait plus dans cette chambre. Si l'honorable ministre avait eu le courage de laisser faire l'enquête que nous avons demandée l'année dernière, tout le monde sait, et lui le premier, qu'il ne siègerait plus dans cette chambre, qu'il en aurait été expulsé par ses propres amis. Si l'honorable ministre avait permis à un comité de cette chambre de faire une enquête sur sa conduite, s'il avait eu un petit banc composé de partisans les plus acharnés que l'on puisse trouver sur le banc, il n'aurait pas passé une seule journée de plus en cette chambre, il se serait réfugié dans quelque fromage bien gras. L'honorable M. Mercier a commis, prétend-t-on, de grandes fautes! Pourquoi, cet homme, s'il a commis de si grandes fautes, pourquoi, après avoir été traîné devant les tribunaux et après un long procès, a-t-il été acquitté? Pourquoi, maintenant que la lumière s'est faite sur sa conduite, pourquoi est-il si populaire dans la province de Québec? C'est que, M. l'Orateur, cet homme n'était pas coupable. Si on n'avait pas mis en mouvement toute la boutique conservatrice pour l'écraser, jamais on n'aurait pu réussir à le jeter à terre.

Je le répète, je suis surpris d'entendre l'honorable ministre des Postes parler de vertu. Nous aurons occasion, au cours de cette session, de nous enquerir de sa conduite et de savoir s'il doit rester ou non dans cette chambre.

M. LANDERKIN: Le maintien en charge de sir Leonard Tilley est, dans les circonstances, très Sir ADOLPHE CARON.

étrange. Il se peut que nous, députés de la gauche, ne puissions comprendre toutes les difficultés qu'il y a à lui nommer un successeur, mais ceux d'entre nous qui avons connu sir Leonard Tilley dans cette chambre sommes quelque peu surpris qu'il persiste à occuper cette position dans les circonstances. Nous, qui avons toujours été loyaux envers la Couronne et qui avons toujours désiré la conserver dans son intégrité, nous n'aimons pas à voir un haut fonctionnaire comme un lieutenant-gouverneur placé dans la position dans laquelle sir Leonard Tilley est actuellement placé.

Il semble étrange que cette charge ait été occupée par lui pendant plus de la moitié de la période écoulée depuis la confédération. Cela a certainement l'air de signifier que dans la province du Nouveau-Brunswick les lieutenants-gouverneurs ne poussent pas en abondance. Il se peut qu'il existe des difficultés, et nous ne devrions probablement pas les examiner de trop près, car nous savons que le gouvernement compte des membres qui ont occupé une position élevée dans la province du Nouveau-Brunswick et qui ont occupé des sièges dans cette chambre aussi longtemps et plus longtemps que sir Leonard Tilley.

Nous connaissons des hommes qui ont l'expérience et la compétence voulues, pour occuper cette position, mais il paraît qu'il y a d'étranges influences en jeu. Quelques-uns des honorables candidats sont Irlandais, et nous savons qu'il est inutile à un Irlandais de concourir. D'autres sont hostiles aux Irlandais, et cela suscite également des difficultés: Nous ne voulons pas accroître les difficultés. Nous savons ce que le gouvernement a fait dans la province du Nouveau-Brunswick lors des dernières élections générales. Nous savons qu'on y a nommé un Irlandais, et qu'un cri d'horreur s'est élevé parmi eux parce qu'il avait plu à M. Blair de nommer à une charge dans la ville de Saint-Jean un homme d'origine irlandaise.

Où est le solliciteur général? Je veux attirer son attention sur ces questions et lui entendre dire si un homme doit être exclu d'une position à raison de sa naissance. Je voudrais attirer là-dessus l'attention du premier ministre. Je crois qu'il y a un certain nombre de candidats disposés à se sacrifier sur l'autel de leur patrie, mais qu'il faut maintenir sir Leonard Tilley en charge pour des raisons politiques, et exclusivement pour des raisons politiques. Imaginons un lieutenant-gouverneur maintenu en charge pour satisfaire des intérêts de parti. Imaginons des gens qui se vantent de leur loyauté envers l'Angleterre et les institutions anglaises, et qui perpétuent un système dérogatoire aux institutions anglaises et qu'on ne devrait pas tolérer un seul jour.

Voyez la conduite tenue par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec en se faisant partisan politique pendant qu'il exerçait les fonctions de représentant de la Couronne, s'inclinant devant le mot d'ordre d'un parti, se faisant l'instrument docile du gouvernement d'Ottawa et recevant sa récompense pour s'être ainsi montré souple. C'est une conduite honteuse et qui doit porter cette chambre à se demander s'il y a lieu de conserver plus longtemps cette position de lieutenant-gouverneur et si ceux qui déshonorent la position en s'abaissant à des intérêts de parti sont dignes d'exercer plus longtemps les mandats de la royauté. Nous devrions enseigner à ceux qui revêtent le manteau de Sa Majesté qu'ils doivent être loyaux